

03/06/2010

## **Nord La Russie adopte la résolution de l'APCE sur la situation en matière de DH au Caucase du Nord**

Pour la première fois la résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) contenant des critiques de la situation en matière de droits de l'homme au Caucase du Nord n'a pas déclenché le tollé de Moscou. Cela est dû à son caractère de compromis et à la volonté des autorités russes de promouvoir la coopération avec l'APCE dans l'espoir que cette structure change son caractère anti-russe.

Les experts sont enclins à estimer que Moscou va au-devant du Conseil de l'Europe tablant sur des concessions du genre de sa part.

La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'APCE a adopté lundi un projet de résolution sur la situation en matière de droits de l'homme au Caucase du Nord. La situation en Tchétchénie, en Ingouchie et au Daguestan a été reconnue la plus sérieuse par rapport à celle dans d'autres régions relevant de la responsabilité du Conseil de l'Europe. Le fait que les représentants des autorités russes ainsi que les défenseurs des droits de l'homme aient soutenu ce document a été une vraie surprise.

La montée de la violence au Caucase du Nord, l'augmentation notable des attentats entraînant des actions dures des « siloviki » (défense, sécurité, intérieur) suscite une vive préoccupation des auteurs de la résolution. Dans ce contexte, cette région a été considérée comme la plus sérieuse de tous les territoires du Conseil de l'Europe. Le projet de résolution invite à combattre le terrorisme conformément aux « instruments du droit international », à poursuivre et à faire comparaître devant la justice tous les transgresseurs des droits de l'homme dont les représentants des structures de maintien de l'ordre.

Le projet de résolution salue les actions des autorités russes en matière d'application des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) de Strasbourg faisant remarquer qu'il fallait encore attendre des résultats tangibles.

Bien que ce document ait mis sur la sellette les autorités russes il a été soutenu par les membres de la délégation russe à l'APCE. « Pour la première fois depuis dix ans la délégation russe a voté en faveur du projet de résolution sur le Caucase du Nord, a indiqué aux journalistes le chef adjoint de la délégation russe à l'APCE Leonid Sloutski. Le document n'est pas partial, ce qui nous arrange beaucoup. »

« Le projet est équilibré et sera présenté sous cette forme à la session de juin de l'APCE, a-t-il fait remarquer ajoutant que la coopération avec l'APCE apportait des fruits. Cette fois-ci, il est tout à fait objectif et dépourvu de clichés noirs et blancs ainsi que de stéréotypes. »

La résolution aurait pu être plus sévère si les représentants russes ne s'étaient pas immiscés dans sa mise au point. « Les dirigeants tchétchènes se sont attirés les foudres de la critique, la majeure partie des reproches ayant été éliminée finalement », a relaté M.Sloutski. « Les nombreuses images du leader tchétchène Ramzan Kadyrov risquent d'être considérées comme une manifestation du culte de la personnalité mais en réalité c'est la reconnaissance du peuple

pour la paix dans la république. Certes, il est difficile pour un citoyen européen du rang de s'y sensibiliser », a déclaré le député.

« Je trouve bizarre que notre évaluation de la résolution coïncide avec celle de M.Sloutski, a indiqué le chef de l'organisation de défense des droits de l'homme Mémorial Oleg Orlov, cité par le Kommersant. C'est un document objectif pondéré qui corrobore la situation triste dans cette région. »

« La seule partie douteuse du projet est celle qui salue de façon diplomatique les actions des autorités russes visant à faire appliquer les arrêts de la CEDH concernant les requêtes d'habitants des républiques caucasiennes, a relevé le défenseur des droits de l'homme. La Russie paie des indemnités sans avoir d'ailleurs puni aucun coupable. Les arrêts de la CEDH prévoient des changements systémiques des lois qui rendront impossible une réédition des situations du genre. »

Les membres de Human Rights Watch, cités par la Nezavissimaïa Gazeta, pensent que le Kremlin a accepté le rapprochement avec les défenseurs des droits de l'homme. Ils ont rappelé les propos du président russe qui a dit en mai : « Les fonctionnaires doivent coopérer avec la société citoyenne soit céder leurs postes aux autres. »

Les rapports entre la Russie et le Conseil de l'Europe étaient loin d'être sereins ces dernières années. Depuis la fin de 2009, la Russie s'est mise à améliorer ses rapports avec le Conseil de l'Europe. Le secrétaire général de l'organisation Thorbjorn Jagland a effectué une visite en Russie en décembre dernier et a été chaleureusement reçu par le président, le patriarche, le maire de Moscou et le président de la Douma (chambre basse du parlement russe).

C'est en janvier dernier que la Russie a fait le don au Conseil de l'Europe sous forme de la signature du protocole n°14 bis à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ayant ainsi débloqué la réforme de la CEDH qui piétinait depuis longtemps à cause de Moscou. Le Kremlin ne cache pas qu'il conçoit un plan ambitieux visant à transformer le Conseil de l'Europe de l'organisation anti-russe en organisation pro-russe, font remarquer les analystes.

En réponse à l'approbation de la réforme de la CEDH Moscou table sur des concessions de la part du Conseil de l'Europe. Le nouveau Conseil de l'Europe devra « s'occuper plutôt des problèmes et pas des pays », estime le président de la commission des affaires internationales de la Douma Constantin Kossatchev, cité par le site [NEWSru.com](http://NEWSru.com). « Nous jugeons plus raisonnable d'examiner un problème concret et voir comment tous les pays membres du Conseil de l'Europe et pas un d'entre eux procèdent à son règlement », a spécifié M.Kossatchev.

Moscou voudrait bien que le Conseil de l'Europe respecte strictement sa charte dont la première thèse invite l'organisation à contribuer au développement économique et social de ses membres. « Ces derniers temps, nous ne voyons que les débats sur le thème de la démocratie et des droits de l'homme se dérouler au sein du Conseil de l'Europe », a déploré M.Kossatchev en janvier dernier.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov pense, lui aussi, que les activités du Conseil de l'Europe visent à réaliser les projets concrets utiles « au lieu de faire adopter par l'intermédiaire de cet organe respecté les projets privés de toute perspective. »

La Russie ne mettra pas en œuvre la résolution de l'APCE sur la guerre d'août 2008 au Caucase, a déclaré le chef de la diplomatie russe intervenant à la session de l'APCE le 29 avril. « Nous ne pouvons pas appliquer les résolutions dont l'adoption politisée suscite une vive déception », a-t-il fait remarquer.

Lioudmila Alexandrova